
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS SERVICES

PRESTATION D'EMISSION ET DE LIVRAISON DE TITRES RESTAURANT POUR LE
PERSONNEL DE LA SATT AQUITAINE.

N° de marché

(À compléter par le pouvoir adjudicateur)

2	4	N	P	0	2	P	I
---	---	---	---	---	---	---	---

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

À RENSEIGNER

Important : Les candidats sont informés que l'information aux candidats non retenus (rejet de la candidature ou rejet de l'offre) pourra être effectuée par voie dématérialisée sous la forme d'un courrier signé électroniquement, ce quelle que soit la modalité de remise des plis par le candidat, au moyen du profil acheteur : <http://ast-innovations.com/marches-publics/>

Aussi, il est précisé que les candidats doivent obligatoirement renseigner ci-après une adresse de messagerie électronique valide à laquelle seront envoyés ces courriers :

@

Cette adresse est également susceptible d'être utilisée pour une éventuelle notification du marché par voie électronique, que l'offre retenue soit électronique ou papier.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

POUVOIR ADJUDICATEUR :

SATT AQUITAINE
351, cours de la Libération
Bâtiment A31 – 3^{ème} étage
33405 TALENCE Cedex

Ci-après Aquitaine Science Transfert

OBJET DU MARCHÉ :

Le marché a pour objet l'émission et la livraison de titres restaurant sous forme dématérialisée et/ou papier pour le personnel de la SATT AQUITAINE.

MODE DE PASSATION ET FORME DE MARCHÉ :

Le marché est passé selon une procédure adaptée ouverte conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, traité à prix unitaires et s'exécutant par émission de bons de commandes. En application de l'Article R2162-4° du Code de la commande publique, le marché est conclu sans minimum avec un maximum annuel fixé à 150 000 € H.T.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES :

03/06/2024 A 12H00

SOMMAIRE

PRESTATION D'EMISSION ET DE LIVRAISON DE TITRES RESTAURANT POUR LE PERSONNEL DE LA SATT AQUITAINE.....	1
Article 1. Objet de la consultation.....	4
Article 2. Mode de passation et forme du marché.....	4
Article 3. Durée du marché - DECOMPOSITION du contrat.....	4
Article 4. Conditions de la consultation.....	5
Article 5. Présentation des candidatures et des offre	6
Article 6. Variantes et options.....	7
Article 7. examen et Sélection du titulaire du marché	8
Article 8. modalites de transmission des offres	9
Article 9. Renseignements complémentaires.....	10

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour l'émission et la livraison de titres restaurant sous forme dématérialisée et/ou papier pour le personnel de la SATT AQUITAINE.

1.2. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE (CPV) :

66133000-1 « Services de traitement d'opérations et services de compensation »..

ARTICLE 2. MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon une procédure adaptée ouverte conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier.

Un bon de commande sera attribué au titulaire du présent accord-cadre.

Le bon de commande précisera :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations commandées ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des services ;
- Le montant du bon de commande.

Seul le bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur pourra être honoré par le titulaire.

ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ - DECOMPOSITION DU CONTRAT

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois de manière tacite. La durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans.

Le titulaire ne pourra refuser sa reconduction.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché. La non-reconduction du marché sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum 1 mois avant la date anniversaire du marché.

La date prévisionnelle de notification du marché est fixée au 01/07/2024 avec un démarrage d'exécution au 01/09/2024 pour les titres restaurant du mois de septembre 2024.

ARTICLE 4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E) ;
- Le Règlement de la Consultation (R.C) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières des Fournitures Courantes et Services (CCAP /FCS) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'offre tarifaire détaillée du candidat ;
- Complété le Devis Quantitatif Estimatif (DQE)

Le mémoire technique du candidat décrivant notamment les conditions d'utilisation et de distribution des livrables. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

4.1. TELECHARGEMENT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation peut être téléchargé à l'adresse suivante :

<http://ast-innovations.com/marches-publics/>

ou sur la plateforme dématérialisée <http://e-marchespublics.com>

4.2. MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des renseignements complémentaires au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

4.3. DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au **03/06/2024 à 12H00**.

Aucun délai supplémentaire ne sera accordé aux soumissionnaires.

Les plis ou réponses électroniques qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait distribué après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenus, et seront renvoyés à leurs expéditeurs.

4.4. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les offres des candidats seront valides 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-après, datées et signées en original par la personne habilitée à représenter le candidat ou le groupement. Une copie devra être remise sous format numérique (CD-ROM, clé USB, mail).

Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être considérée comme irrégulière. Toutefois, un candidat soumissionnaire à plusieurs lots ne fournira les documents de candidature qu'une fois. Il devra, cependant, présenter des offres distinctes et non liées pour chaque lot.

Dans tous les cas, il doit remplir **un acte d'engagement par lot**.

Pour chaque lot, le candidat doit obligatoirement préciser si la candidature émane d'une entreprise qui se présente seule ou si elle émane d'entreprises groupées. Dans ce dernier cas, chaque membre devra fournir la totalité des documents énumérés ci-dessous, à l'exception de la lettre de candidature produite en commun par l'ensemble des membres du groupement.

Les candidats étrangers produiront les documents traduits en français, équivalents aux documents listés ci-dessous.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

L'enveloppe contiendra impérativement les éléments indiqués ci-dessous :

- **Lettre de candidature (DC1)**, impérativement sous la forme d'un formulaire DC1 et qui contiendra, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants et la forme du groupement ;
- **Document attestant de l'habilitation de la personne signataire** à engager le candidat (K-Bis de moins de 3 mois ou délégation de pouvoir signée par la personne habilitée de plein droit à représenter l'entreprise si ce n'est pas celle désignée sur le K-Bis);
- **Déclaration sur l'honneur (DC1)** que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir visée à l'article 43 du code des marchés publics ;

- En cas de redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcé(s) à cet effet ;
- Déclaration de Candidature (DC2). Dans l'hypothèse d'un groupement chaque membre fournira un DC2 ;
- À l'attributaire du marché : attestations fiscales et sociales :
 - Attestations fiscales (n°3666), attestation URSSAF
 - OU état annuel des certificats reçus (NOTI 2)
 - OU une déclaration sur l'honneur datée et signée qui pourra remplacer ces attestations.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve de la production, dans un délai de 10 jours après sollicitation par courrier simple ou par courrier électronique, des justificatifs nécessaires.

Les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat) NOTI 1 et NOTI 2 sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'économie et des finances :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

5.1. Pièces constitutives de l'offre

L'offre contiendra les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement complété, daté et signé par le représentant qualifié de la/ des Société(s) ayant vocation à être titulaire(s) du contrat. Un relevé d'identité bancaire (R.I.B) et un numéro SIRET seront joints à l'acte d'engagement ;
- Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE), complété, daté et signé ;
- L'offre tarifaire détaillée du candidat ;
- La note méthodologique du candidat décrivant la réalisation de la prestation ;
- Le planning de réalisation de la prestation ;

ARTICLE 6. VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes et les options sont autorisées.

ARTICLE 7. EXAMEN ET SELECTION DU TITULAIRE DU MARCHÉ

7.1. EXAMEN

Avant l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai imparti, identique pour tous et qui ne saurait excéder 5 jours à compter de la réception de la demande.

Après analyse des dossiers de candidature, éventuellement complétés, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L2141-1 à L2141-10 du Code de la Commande Publique,
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 8.2 du présent règlement de la consultation,
- Les candidatures ne présentant pas les capacités professionnelles et techniques, économiques et financières suffisantes.

7.2. SELECTION

Les candidatures seront appréciées au regard des capacités techniques, professionnelles et financières des candidats.

Pour tous les lots, le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants :

Critères de jugement des offres	Points
Critère « Adéquation proposition / cahier des charges / utilisation locale »	40
Critère « Prix »	30
Critère « Disponibilité / délai / flexibilité »	30

Le critère « Prix » sera analysé selon la formule suivante :

(Prix le plus bas/Prix de l'offre examinée) x points

ARTICLE 8. MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES

1.1. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur le présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

1.2. TRANSMISSION DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE

La consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats de déposer leur candidature et leur offre par voie électronique sur le site <http://www.e-marchespublics.fr/> où les candidats peuvent obtenir tout renseignement sur les modalités techniques de dépôt à la rubrique aide.

Seules les offres déposées sur la plateforme <http://www.e-marchespublics.fr/> avant le jour et l'heure inscrits sur le présent règlement de consultation feront foi.

1.3. DEPOT D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Les opérateurs économiques peuvent transmettre leur offre, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier ou sur support physique électronique. Pour être prise en compte cette copie de sauvegarde devra être parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions ci-dessous :

Les offres sont envoyées par la poste en recommandé avec accusé de réception ou déposées contre récépissé à l'adresse suivante du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h00 :

AQUITAINE SCIENCE TRANSFERT

351, cours de la libération

Bâtiment A31 – 3ème étage

33405 TALENCE Cedex

L'enveloppe extérieure comportera :

: Siège social	: Établissement secondaire
: Bâtiment A31, 3ème étage	: Avenue de l'Université - BP 81121
: 351 cours de la Libération	: 64011 PAU Cedex
: 33405 TALENCE Cedex	: Tél. : 05 40 17 52 92
: Tél. : 05 33 51 43 00	

- Le numéro du marché ;
- L'intitulé du marché ;
- La mention «NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE » ;
- Adressé à Nathalie PERRICHON ;

Ou Les candidats peuvent choisir de transmettre leur dossier par voie électronique à l'adresse mail suivante : appel-d-offre@ast-innovations.com

Cette copie ne sera ouverte que dans les cas prévus par la réglementation, à savoir si un programme malveillant est détecté dans la réponse électronique ou si l'acheteur n'a pu l'ouvrir ou encore si celle-ci n'est pas parvenue dans les délais.

Si la copie de sauvegarde n'est pas ouverte, elle sera détruite par l'acheteur à l'issue de la procédure.

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via la plateforme de dématérialisation.

Une réponse égalitaire sera adressée au plus tard à date limite et l'heure limite pour répondre aux questions à tous les opérateurs économiques ayant retiré un dossier de consultation des entreprises et laissé leurs adresses mails. En effet, les retraits en mode anonyme privent les opérateurs économiques de la réception automatique des réponses apportées par la SATT AQUITAINE.

Les opérateurs économiques doivent consulter régulièrement leurs courriels.